



11 juin 2014

---

**POINTS SAILLANTS DES DELIBERATIONS DU CONSEIL  
QUARANTE-SIXIEME REUNION DU CONSEIL DU FEM  
25 — 27 MAI 2014, CANCUN (MEXIQUE)**

Certaines des questions soulevées par les membres du Conseil sur les différents points de l'ordre du jour et les décisions en résultant ont donné lieu aux explications, précisions et interprétations suivantes, consignées par le Secrétariat. Le compte rendu conjoint des Présidents est un relevé des décisions prises. Les points ci-après le complètent.

***Point 1 de l'ordre du jour    Ouverture de la réunion***

1. La directrice générale du FEM, Naoko Ishii, ouvre la réunion par une déclaration dans laquelle elle fait valoir que le FEM a été « renforcé à plusieurs égards durant FEM-5 ». Elle se félicite de l'accréditation de deux nouvelles Agences de projet du FEM, la *Development Bank of South Africa* (DBSA) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), en soulignant qu'elles « élargissent et renforcent davantage les connaissances et compétences du FEM ». Elle rappelle en outre que la mission du FEM a été élargie à la Convention de Minamata sur le mercure. Puis, elle invite les représentants des nouvelles Agences de projet du FEM à s'adresser au Conseil.

***Point 2 de l'ordre du jour    Élection d'un président de séance***

2. M. Juha Pyykko, représentant des pays non bénéficiaires, est élu président de séance.

***Point 3 de l'ordre du jour    Adoption de l'ordre du jour***

3. Le Conseil adopte l'ordre du jour et le Secrétariat annonce qu'une décision sur l'accréditation de deux nouvelles Agences de projet serait examinée dans le cadre des Questions diverses.

***Point 4 de l'ordre du jour    Rapport de suivi annuel de l'exercice 13 : Partie II***

4. Plusieurs membres se félicitent de l'approche axée sur les résultats adoptée dans la deuxième partie du Rapport de suivi annuel de l'exercice 13.

5. Concernant l'analyse du délai entre l'agrément des projets par la DG et le premier décaissement, plusieurs membres demandent au Secrétariat et aux Agences d'améliorer l'information sur les décaissements et d'harmoniser davantage les définitions entre toutes les Agences afin de donner une image plus complète de la situation dans le prochain Rapport de suivi annuel.

6. D'autres membres recommandent au Secrétariat de continuer à collaborer avec les Agences du FEM et les pays bénéficiaires pour accélérer la préparation des projets ; ils soulignent par ailleurs la nécessité d'améliorer l'efficacité du cycle de projet durant FEM-6. Le Secrétariat répond que des réunions tripartites sont organisées avec les Agences du FEM et les pays bénéficiaires pour annuler les projets accusant des retards ou s'accorder sur un délai de rigueur pour la soumission des projets à l'agrément de la DG.

7. Le Conseil se réjouit du nombre croissant de projets portant sur des sujets comme l'internalisation de la parité des sexes, les populations autochtones et la participation des organisations de la société civile (OSC). Certains membres expriment leur intérêt pour le Plan d'action pour la parité des sexes qui sera présenté au Conseil à sa réunion d'octobre 2014.

***Point 5 de l'ordre du jour    Stratégie à long terme du FEM — le FEM à l'horizon 2020***

8. Le Conseil accueille chaleureusement le projet de stratégie du FEM à l'horizon 2020 et se félicite des modifications apportées à la version précédente du document, qui tiennent compte des observations formulées par les membres et d'autres parties prenantes. Il souligne l'importance de cette stratégie pour le FEM, qui va non seulement l'aider à s'affirmer comme une institution unique dans le contexte plus vaste du financement de la protection de l'environnement, mais aussi orienter l'action de son réseau pour l'avenir. Plusieurs membres approuvent l'accent mis sur les principaux facteurs de la dégradation de l'environnement et la démonstration de nouvelles approches. D'autres expriment le désir d'avoir des échanges réguliers sur cette stratégie.

9. Le Conseil demande d'apporter de légères modifications au document avant sa mise au point définitive. Il s'agit entre autres d'y faire apparaître les résultats des négociations de la reconstitution des ressources concernant le recours aux instruments autres que les aides financières directes, la participation du secteur privé et le suivi des avantages socioéconomiques annexes. Certains membres encouragent le Secrétariat à trouver le moyen de prendre en compte les discussions sur le cadre de développement pour l'après-2015 dans la stratégie, alors que d'autres relèvent l'importance du renforcement du lien qui unit le FEM aux Conventions. De nombreux membres soulignent la nécessité d'insister sur le rôle moteur des pays — y compris en se rapprochant des ministères des Finances des pays bénéficiaires — et la place des Agences dans le réseau du FEM.

***Point 6 de l'ordre du jour    Résumé des négociations de la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM***

10. Les groupes de petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes et du Pacifique notent pour s'en préoccuper que leur demande d'accorder une attention particulière aux PEID n'a pas été prise en compte durant le processus de refinancement du FEM, en dépit du fait que 2014 est reconnue comme étant l'année des PEID. Le groupe des pays du Cône Sud de l'Amérique latine et le groupe constitué de l'Équateur, du Brésil et de la Colombie informent le Conseil que leurs suggestions n'ont pas été incorporées au STAR pour FEM-6. De ce fait, aucun pays du continent américain ne bénéficiera de la nouvelle configuration du STAR résultant des négociations.

11. Tout en reconnaissant la pertinence des préoccupations exprimées par les groupes, le Secrétariat fait remarquer que ce qui a été adopté durant le processus de reconstitution est le meilleur résultat qu'on ait pu obtenir après d'après négociations.

***Point 7 de l'ordre du jour Proposition concernant le Système transparent d'allocation des ressources (STAR) pendant FEM-6***

12. Plusieurs membres de la région Amérique latine et Caraïbes déplorent la révision proposée du système de pondération du PIB par habitant. Des membres représentant aussi bien les PEID des Caraïbes que du Pacifique se plaignent que la proposition d'augmentation des seuils planchers pour les domaines d'intervention ne s'applique qu'aux PMA, et contestent la distinction entre les PEID et les PMA dans ce projet de politique. Un membre déclare que le modèle proposé est le résultat des nombreux changements apportés au projet initial durant le processus de reconstitution, et que le document présenté par le Secrétariat est le meilleur compromis qu'on ait pu trouver. Le représentant des OSC s'inquiète de la faible pondération qui continue d'être appliquée à l'indice UTCATF. Un membre demande au Secrétariat d'examiner cet indice durant le cycle de FEM-6 dans l'optique de sa révision pour FEM-7.

***Point 8 de l'ordre du jour Politique de cofinancement***

13. De nombreux membres s'expriment sur la politique proposée. Alors que certains s'inquiètent de la proposition de fixer le ratio de cofinancement « cible » à 6/1, d'autres considèrent que cette « cible » pourrait être plus importante. Certains membres se plaignent qu'un tel ratio soit défavorable à certains pays (comme les PEID et des pays plus pauvres), secteurs et domaines d'intervention. Un membre recommande au Secrétariat de préparer d'autres directives pour préciser certains aspects de la Politique. Plusieurs membres se félicitent également de l'engagement du Secrétariat à faire un exposé plus détaillé sur le cofinancement dans le Rapport de suivi annuel.

14. Plusieurs membres demandent des précisions sur le lien entre le cofinancement et le principe du surcoût. Le Secrétariat fait savoir qu'une note de bas de page serait ajoutée à la Politique pour répondre à cette question. Un autre membre demande que les termes

« exceptionnellement » ou « base urgente » visés au paragraphe 11 de la Politique soient clarifiés dans une note de bas de page.

15. Le Secrétariat souligne que son intention était, comme l'illustre la Politique, de proposer une démarche de cofinancement qui donne une image claire et assure la viabilité des projets financés par le FEM. À cet égard, la Politique définit plus clairement ce qui est considéré comme un cofinancement et les conditions à remplir à différents stades du cycle de projet. Le Secrétariat fait valoir que le ratio de 6/1 ne sera pas appliqué au cas par cas, comme il est stipulé dans la Politique. Il ajoute que des efforts seront faits pour explorer des moyens de mobiliser des cofinancements auprès de trois sources principales — le secteur privé, les Agences partenaires du FEM et les gouvernements nationaux, comme il est indiqué dans l'introduction à la Politique.

#### ***Point 9 de l'ordre du jour Plan d'activité et budget de fonctionnement de l'exercice 15***

16. Le Conseil remercie les quatre organes du FEM de continuer à gérer leur budget dans les limites de l'enveloppe obtenue pour FEM-5. Plusieurs membres déclarent attendre impatiemment les propositions du Secrétariat à la suite des recommandations pratiques formulées en vue de la reconstitution des ressources pour FEM-6, y compris le projet de plan d'action pour la parité des sexes.

17. Un membre demande également quand le Secrétariat envisage de présenter les Approches intégrées pilotes au Conseil. Le Secrétariat répond qu'il présentera un document à l'approbation du Conseil dès que ces approches seront prêtes, comme elle le fait normalement pour les projets et programmes.

18. Un autre membre relève pour s'en féliciter la séparation du budget administratif du Bureau indépendant de l'évaluation des budgets des trois autres organes, tout en demandant qu'à l'avenir, le Secrétariat brosse un tableau complet de toutes les dépenses des quatre organes récapitulées dans le document présentant le budget de fonctionnement. Le Secrétariat répond qu'il continuera de présenter le budget du Bureau indépendant de l'évaluation dans le document sur le budget de fonctionnement.

19. Un membre demande les raisons qui expliquent le faible niveau des dépenses par rapport aux montants budgétisés pour l'exercice 14, faisant remarquer que cela suppose une augmentation de plus de 2,5 % des dépenses en valeur réelle durant l'exercice 15. Le Secrétariat répond que le départ de certains membres du personnel et les postes restant à pourvoir expliquent la faiblesse des dépenses. En outre, les dépenses consacrées aux publications sont généralement moins importantes vers la fin d'un cycle de refinancement. Le Secrétariat donne également les raisons qui expliquent la demande d'augmentation de 2,5 %, à savoir les besoins liés au plan de travail sur les systèmes de partage des connaissances et de gestion axée sur les résultats, le Plan d'action sur la parité des sexes, ainsi que les programmes et activités de renforcement des capacités définis dans le Plan d'activité (à la suite des négociations de la reconstitution).

20. Un membre demande également si les coûts d'accréditation des nouvelles Agences de projet du FEM sont pris en compte dans le budget et s'il est prévu que ce processus s'achève en

décembre 2014. Le Secrétariat répond que les dépenses du Panel d'accréditation du FEM sont couvertes par les contributions des Entités candidates. Il confirme également que le processus d'accréditation devrait s'achever d'ici décembre 2014.

21. Un membre demande pourquoi le STAP sollicite une augmentation comparativement plus importante. Le Secrétariat répond que l'augmentation du budget du STAP se justifie par la demande croissante d'avis opérationnels (dans le cadre de projets par exemple) et stratégiques adressée au STAP depuis le début de FEM-5, alors que le budget du STAP n'a pas augmenté de façon conséquente. Les effectifs du Secrétariat du STAP ne sont pas suffisants pour remplir les fonctions qui lui incombent, notamment en ce qui concerne la gestion des connaissances. L'augmentation du budget permettra au STAP de continuer à offrir des avis de qualité et à participer aux initiatives de partage des connaissances du FEM.

***Point 10 de l'ordre du jour Programme de microfinancements du FEM : modalités de mise en œuvre pendant FEM-6***

22. Le Conseil exprime son soutien au Programme de microfinancements du FEM, qui illustre les solides résultats du FEM sur le terrain, et approuve les modalités de mise en œuvre adoptées pour FEM-6. Certains membres reconnaissent que la réussite même du Programme de microfinancements exige une approche plus ciblée et plus stratégique pour s'appuyer sur les acquis et consolider les résultats obtenus afin de transposer l'impact du programme à une plus grande échelle. Le Conseil exprime le souhait d'obtenir de plus amples informations sur les nouvelles particularités du Programme de microfinancements dès que le descriptif de projet sera soumis pour approbation.

23. Plusieurs membres relèvent l'importance pour le Programme de microfinancements de considérer les OSC comme un élément essentiel des activités de renforcement des capacités transversales.

***Point 11 de l'ordre du jour Programme de travail***

24. Le Conseil félicite le Secrétariat pour la qualité du programme de travail et sa présentation générale.

25. Le Secrétariat fait remarquer que le Conseil aura besoin de plus de temps pour examiner deux des projets inclus dans le programme de travail et prendre une décision. Il suggère de soumettre à l'approbation du Conseil, par courrier, un projet de décision concernant ces deux projets conformément aux paragraphes 43 et 45 du Règlement intérieur du Conseil, ce que le Conseil accepte.

26. Plusieurs membres soulignent la nécessité d'associer le secteur privé aux projets financés par le FEM, comme le programme-cadre inclus dans le programme de travail. Un membre demande si l'on s'attend à des remboursements dans le cadre de ce projet et comment ceux-ci seront administrés.

27. Le Conseil relève pour s'en féliciter l'augmentation des contributions annoncées par le Brésil et la Fédération de Russie au titre de FEM-6.

28. Certains membres insistent sur la nécessité de continuer à œuvrer afin que les points focaux techniques participent aux projets financés par le FEM, notamment aux initiatives mondiales et régionales, tout au long de la durée des projets. Un membre reconnaît que les politiques et procédures de participation des points focaux techniques à divers stades du cycle de projet du FEM sont déjà en place et doivent être appliquées.

29. Plusieurs membres reconnaissent que la visibilité du FEM reste limitée, particulièrement dans les pays, et que des efforts supplémentaires sont nécessaires, notamment de la part des Agences.

30. Certains membres font savoir qu'ils adresseront des commentaires écrits au Secrétariat sur le programme de travail au plus tard deux semaines après la réunion du Conseil.

***Point 12 de l'ordre du jour Rapport de la présidence du Groupe consultatif pour la science et la technologie***

31. Le Conseil se félicite du rapport de la présidence du STAP qui fait ressortir les avis préliminaires du STAP sur les approches intégrées pilotes, le rôle du STAP dans le partage des connaissances et les solutions envisagées par le STAP pour adopter une démarche plus sélective lors de l'analyse des projets, toutes ces propositions faisant suite aux conclusions du cinquième bilan global du FEM. Concernant les approches intégrées pilotes, la présidente du STAP affirme que le STAP examine un ensemble d'indicateurs potentiels et réaffirme sa disponibilité à apporter son concours à la préparation de ces approches. Plusieurs membres s'inquiètent de la suggestion du STAP d'introduire une démarche plus sélective dans l'analyse des projets. Certains membres demandent quelle proportion de projets le STAP estime suffisamment innovants et/ou stimulants pour nécessiter une analyse.

32. La présidente du STAP affirme que tout en reconnaissant la valeur de son processus de sélection des projets, le STAP doit s'appesantir davantage sur les projets qui justifient pleinement une analyse approfondie et auxquels il peut offrir des avis qui contribuent à leur amélioration. Les projets plutôt ordinaires qui ne présentent pas d'aspects innovants ou techniquement stimulants devraient occuper une place secondaire dans le processus de sélection. La présidente du STAP précise par ailleurs que le STAP collaborera avec le Secrétariat du FEM pour minimiser les doublons durant leurs processus de sélection respectifs. Elle confirme que l'objectif du STAP est d'optimiser l'efficacité de sa fonction de sélection.

***Point 13 de l'ordre du jour Relations avec les instances des Conventions et d'autres institutions internationales***

33. Le Conseil accueille favorablement le rapport sur les activités menées conjointement par le Secrétariat du FEM et les secrétariats des diverses conventions internationales pour lesquelles

le FEM fait office de mécanisme financier, et demande au Secrétariat de poursuivre cette coopération active. Il encourage le Secrétariat du FEM à étendre cette coopération à la toute jeune Convention de Minamata. Les participants soulignent le rôle que peut jouer le FEM pour promouvoir les synergies entre les Conventions, particulièrement dans le domaine de la biodiversité, et une collaboration constante avec le nouveau Fonds vert pour le climat.

34. Un membre suggère qu'à l'avenir, le FEM rende également compte de la suite donnée aux directives émanant du Protocole de Montréal et de la Convention de Minamata dans l'annexe du rapport. Le rapport devrait également faire état de la suite donnée par le FEM aux directives reçues, des observations faites par le FEM sur les rapports présentés, des principales activités du FEM dans le cadre des Conférences des Parties, ainsi que d'autres opérations du FEM.

***Point 14 de l'ordre du jour Point sur le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya***

35. Plusieurs membres relèvent l'importance de continuer à soutenir le processus APA durant FEM-6 à travers la Caisse du FEM.

36. Un membre propose d'évaluer et de publier les résultats et l'impact des projets financés au titre du Fonds de Nagoya.

***Point 15 de l'ordre du jour Rapport annuel de la performance du FEM (2013) : principales conclusions et recommandations, et réponse de la direction***

37. Le Conseil approuve globalement le rapport et ses conclusions. Plusieurs membres suggèrent que le rapport inclue d'autres recommandations concrètes à l'adresse du Secrétariat sur des sujets comme le cycle de projet. Sur ce point, le directeur du Bureau de l'évaluation fait savoir que le cinquième bilan global du FEM contient déjà des recommandations spécifiques qui ont donc été prises en compte durant les négociations.

38. Un membre exprime le souhait de voir plus d'évaluations du portefeuille du FEM cumulées au fil du temps, et soutient la décision d'examiner les évaluations finales en instance dès le début de la préparation du prochain Rapport annuel de la performance du FEM. Il note que la majeure partie du portefeuille de projets du FEM a fait l'objet d'évaluations finales, et relève la nécessité de compiler les acquis de ces évaluations.

***Point 16 de l'ordre du jour Rapport de l'examen annuel de portefeuilles-pays (2014) et réponse de la direction***

39. Le Conseil accueille favorablement l'examen des portefeuilles-pays et un de ses membres souligne l'importance d'incorporer les acquis de ces évaluations dans les futures activités de partage des connaissances dans le réseau du FEM.

40. Un membre demande des précisions sur le rôle proposé au Programme de microfinancements dans les projets de grande envergure. En réponse, le Bureau indépendant de l'évaluation et le Secrétariat du FEM rappellent les solides dispositifs de proximité mis en place avec l'aide de ce Programme. Par conséquent, le Programme de microfinancements pourrait apporter son concours aux projets de grande envergure qui incluent des composantes associant les populations locales s'il est chargé de la mise en œuvre de ces composantes.

***Point 17 de l'ordre du jour Programme de travail et budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FEM***

41. Le Conseil reporte l'examen de ce point de l'ordre du jour jusqu'à ce que les conclusions des documents intitulés *Rapport du deuxième examen de la fonction d'évaluation du FEM par des pairs* et *Réponse de la direction* lui soient présentées. Puis, il approuve le programme de travail et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation tels que présentés.

***Point 18 de l'ordre du jour Rapport du deuxième examen de la fonction d'évaluation du FEM par des pairs et réponse de la direction***

42. Plusieurs membres relèvent les aspects qui requièrent l'attention du Bureau indépendant de l'évaluation, notamment : consultation plus importante des parties prenantes et nécessité de poser des questions plus stratégiques pour améliorer la pertinence des évaluations, nécessité pour le Bureau indépendant de l'évaluation de fermer le circuit de partage des connaissances, nécessité de communiquer les résultats en vue d'améliorer les performances et nécessité de collaborer davantage avec les parties prenantes afin d'améliorer la préparation des programmes.

43. Le Bureau indépendant de l'évaluation approuve la suggestion d'un membre du Conseil de multiplier les solutions axées sur les médias sociaux et les technologies de l'information en vue de renforcer la participation des parties prenantes.

***Point 19 de l'ordre du jour Rapport du Comité de sélection et d'évaluation***  
*(Aucun point saillant à signaler — travaux à huis clos)*

***Point 20 de l'ordre du jour Nomination du directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FEM***

44. Le Conseil se réjouit de la nomination de M. Juha Uitto au poste de directeur du Bureau indépendant de l'évaluation.

***Point 21 de l'ordre du jour Questions diverses***

45. Le Conseil accueille favorablement deux nouvelles Agences de projet du FEM, la DBSA et l'IUCN, et remercie le Secrétariat pour le document faisant le point du processus d'accréditation. Reconnaissant l'ambiguïté de la décision du Conseil concernant l'orientation du processus d'accréditation pilote, certains membres demandent au Secrétariat de leur soumettre un



document qu'ils examineront à la réunion d'octobre 2014 afin de décider des modalités pour poursuivre les discussions sur ce sujet.

46. Le Conseil décide de tenir sa réunion de l'automne 2015 durant la semaine du 20 octobre.

***Point 21 de l'ordre du jour Compte rendu conjoint des présidents***

47. Le Conseil adopte le Compte rendu conjoint des présidents.